

Contre Attaque Elu RN sous une enquête pour crimes contre l'humanité

EUROPE FORTERESSE : DÉCÈS RECORD EN MÉDITERRANÉE, RÉPRESSION DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS, FABRICE LEGGERI ÉLU RN SOUS UNE ENQUÊTE DE LA FRANCE POUR CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

Alors que les deux premiers mois de l'année 2026 ont été les plus meurtriers en mer Méditerranée, la police Norvégienne vient d'arrêter le fondateur de l'association de défense des droits des migrants en Mer Egée, Aegean Boat Report, Tommy Olsen. Il est détenu dans l'attente de son extradition vers la Grèce.

655. C'est le nombre total de personnes disparues ou mortes en mer Méditerranée en janvier et février 2026, un record morbide. Sur la même période, 287 personnes étaient mortes les deux premiers mois de l'année 2025. Le chiffre a plus que doublé en un an. L'organisation Internationale des migrations constitue une base de données depuis 2014 pour que les victimes des politiques mortifères européennes ne sombrent pas dans l'oubli.

Entre le 15 et le 25 janvier 2026, 104 exilés périssaient lors de trois naufrages à quelques encablures de la Tunisie et de la Libye. L'explosion du nombre de morts en Méditerranée s'explique par une répression qui s'est accrue sur les populations qui tentent de rejoindre l'Europe par voie maritime. En effet, des accords entre l'Italie et les autorités Libyennes et Tunisiennes ont été signés afin qu'elles retiennent les migrants sur leurs territoires. Ce qui a pour conséquence directe de pousser les personnes à emprunter des routes plus discrètes mais plus dangereuses et à s'éloigner des points de passage historiques des grandes villes. Les traversées s'allongent et elles sont exposées à des vents et des courants plus violents. Moins visibles et moins contrôlées, ces voies de passage se constituent hors du champ des bateaux de sauvetage, ce qui multiplie le risque d'accidents mortels.

L'explosion du nombre de morts en mer est corrélée à cette pression devenue intenable pour personnes sans-papiers sur le littoral nord Africain.

Tommy Olsen, directeur de l'ONG Aegean Boat Report, a été arrêté le lundi 16 mars en Norvège après que la justice grecque ait émis un mandat d'arrêt européen à son encontre en février.

Athènes l'accuse notamment de "complicité de trafic d'êtres humains" et d'"activités criminelles". La justice Norvégienne vient d'autoriser son extradition.

Depuis sa création en 2017, cette association de défense des droits des migrants documente avec minutie les mouvements des populations en exil en Mer Égée ainsi que les atteintes et les violations des droits humains : notamment les opérations de refoulement – “push back” – des gardes-côtes Grecs vers les eaux territoriales Turques, pratiques à haut risque, parfois responsables de drames incommensurables en mer. Le “push-back” qui consiste à repousser une embarcation, souvent en la percutant, est une pratique potentiellement mortelle officiellement interdite en droit maritime.

Plus généralement, il s'agit de toutes les mesures étatiques provoquant le «refoulement» d'exilés à travers une frontière, généralement immédiatement après leur traversée. La Grèce forme les gardes-cotes libyens à "l'interception" de migrants en mer. Chaque année ces pratiques criminelles, appuyées par les États Européens, causent la mort de nombreuses personnes en Mer Méditerranée et Mer Égée. En 2021, à proximité des îles grecques de Kos et Farmakonisi, Aegean Boat Report avait transmis aux autorités locales de Kos des informations sur un groupe de migrants qui l'avait contactée afin qu'ils soient hébergés et puissent déposer une demande d'asile. C'est sur cette base que la Grèce demande l'extradition de Tommy Olsen. Sur le simple fait d'avoir été en contact avec des exilés. Les autorités tentent de criminaliser le dirigeant d'une ONG pour le faire taire.

Via le compte Aegean Boat Report sur le réseau social X, Tommy Olsen a réagi le 18 mars dans un communiqué :

"Depuis six ans, les autorités grecques tentent de me réduire au silence. Des années de campagnes de diffamation dans certaines parties de la presse grecque, des logiciels espions, des arrestations et du harcèlement visant ceux qui m'ont soutenu, des tactiques d'isolement, de nombreuses enquêtes pénales infondées, un mandat d'arrêt — et maintenant un mandat d'arrêt européen — tout cela dans un seul but : faire taire la voix d'un homme qui insiste à dire la vérité". Parce c'est le nœud de l'affaire pour les autorités grecques. Le problème c'est que l'ONG expose la vérité aux yeux du monde.

En février 2026, Olsen expliquait la tâche d'Aegean Boat Report : "Notre travail se limite à surveiller, documenter et communiquer avec les autorités lorsque des personnes en détresse ou nouvellement arrivées sont localisées". Il risque aujourd'hui jusqu'à vingt ans de prison en Grèce. En janvier 2024, l'ONG avait documenté le refoulement de 22 réfugiés palestiniens par la marine Grecque alors qu'ils fuyaient les pluies d'obus du régime colonial israélien et le génocide à Gaza...

La répression des ONG n'est pas qu'un cas isolé. En Italie, deux capitaines allemandes du navire du Sea Watch – Carola Rackete et Pia Klemp – portant assistance aux personnes en détresse en mer Méditerranée étaient poursuivies sous l'accusation "d'aide à l'immigration clandestine" par le gouvernement de Salvini. En France, les associations d'entraide aux exilés sont ciblées par la justice et la police. Sur les côtes de la Manche, Les autorités démantèlent les camps et les forces de l'ordre tirent au LBD sur les migrants Fabrice Leggeri, élu du Rassemblement National au Parlement européen, a fait une partie de sa carrière dans l'agence FRONTEX – l'agence de l'Union européenne chargée du contrôle des frontières – qu'il a dirigée entre janvier 2015 et avril 2022. Selon le site infomigrants.net : «La Ligue des droits de l'Homme (LDH) a obtenu qu'un juge d'instruction français soit bientôt saisi pour enquêter sur l'eurodéputé d'extrême droite». Il est soupçonné de complicité de crimes contre l'humanité et de torture pour avoir mené une "chasse aux migrants" dans ses anciennes fonctions. Ce néofasciste est accusé d'avoir

toléré sur cette période des refoulements illégaux de migrants à bord de canots.

La conjugaison du durcissement répressif, soutenu par les politiques racistes des extrêmes droites et des néo-libéraux européens envers les exilés et ceux et celles qui les soutiennent, ne peut qu'amener à l'accroissement du nombre de drames en Mer. La "protection des frontières" érigée comme valeur cardinale se fait au détriment de la vie humaine. Car pour les suprémacistes, la vie des exilés ne vaut rien.